



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 03/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ONYX EST Ludres 2

1 rue Henriette GALLE GRIMM
54000 Nancy

Références : 2024_2487
Code AIOT : 0006205716

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2024 dans l'établissement ONYX EST Ludres 2 implanté Impasse Bernard Palissy 54710 Ludres. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ONYX EST Ludres 2
- Impasse Bernard Palissy 54710 Ludres
- Code AIOT : 0006205716
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Installations de tri de déchets (papier, carton, plastique), de transfert d'ordures ménagères, plâtre, gravats, et de traitement et valorisation de déchets non dangereux (DND) permettant de produire des Combustibles Solides de Récupération (CSR) après pré-broyage, criblage, séparation balistique et infrarouge des différents matériaux et broyage final dont l'autorisation d'exploiter est régie par l'arrêté préfectoral d'autorisation 2006/527 du 13 décembre 2006 modifié.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Valeurs limites d'émissions: Effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.2 : III	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Bâtiment DTQD	Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La nouvelle chaîne de production CSR n'est pas équipée de dépoussiéreur.
Cette information doit être portée à la connaissance de Madame le préfet de Meurthe-et-Moselle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bâtiment DTQD

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/07/2022, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Activité DTQD
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions de l'article 37 de l'arrêté préfectoral 2006-527 du 13 décembre 2006 modifié sont remplacées comme suit :</p> <p>Le centre dispose :</p> <ul style="list-style-type: none"> - [...] - d'un bâtiment DTQD (déchets toxiques) - [...]
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a demandé dans son rapport référencé ES/IA/0431_2024 du 11 mars 2024 que la société ONYX EST porte à la connaissance de Madame le préfet de Meurthe-et-Moselle, l'absence de mise en service de l'activité de collecte ou de transit de produits solvantés ou de boues de peintures depuis l'obtention de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2006/527 du 13 décembre 2006 modifié, avec tous les éléments d'appréciation notamment sa proposition de modifications de l'article susvisé.</p> <p>Par courrier du 25 mars 2024, la société ONYX EST a indiqué à Madame le préfet de Meurthe-et-Moselle que la cessation d'activité a déjà été actée au travers de l'arrêté préfectoral complémentaire 2009-512 du 11 août 2009.</p> <p>En outre, l'inspection a constaté l'enlèvement des systèmes d'extinction au sein de la cellule.</p> <p>Il apparaît que la prescription relative au Bâtiment DTQD de l'article 4 de l'arrêté préfectoral 2021-1052 du 11 juillet 2022 a été réintroduite par erreur.</p> <p>Au regard de cette information, l'inspection proposera ultérieurement à Madame le Préfet un arrêté préfectoral qui mettra à jour les prescriptions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral 2021-1052 du 11 juillet 2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Valeurs limites d'émissions: Effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.2 : III
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Prescription contrôlée : Valeurs limites d'émission et surveillance applicables aux installations de traitement mécanique des déchets : Tous les traitements mécaniques des déchets : poussières : 5 mg/Nm ³ ou 10 mg/Nm ³ lorsqu'un filtre en tissu n'est pas applicable Fréquence semestrielle
Constats : Lors de la visite, il a été constaté que la nouvelle chaîne de production CSR est installée et en service. Cependant, contrairement à ce qui a été indiqué dans le porter à connaissance du 03 novembre 2022 qui a fait l'objet du rapport d'instruction SAF/IP/1257_2022 du 1 ^{er} décembre 2022, le dépoussiéreur qui était en place sur l'ancienne chaîne est déconnecté de la nouvelle ligne. En substitution, afin de limiter les émissions de poussières, l'exploitant a équipé le broyeur primaire d'un système d'injection d'eau et le convoyeur d'acheminement des déchets broyés vers le hall d'expédition d'un système de brumisation. Les émissions n'étant pas canalisées, l'exploitant n'a pas réalisé de mesure de poussière depuis cette modification, soit août 2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant sous un délai de trois mois de porter à la connaissance de Madame le préfet de Meurthe-et-Moselle cette modification avec tous les éléments d'appréciation notamment : <ul style="list-style-type: none">– la justification de la pertinence du nouveau dispositif de réduction des émissions de poussières vis-à-vis des conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) pour le traitement des déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois